Climat et guerre culturelle

Jean-Daniel Collomb

► To cite this version:

Jean-Daniel Collomb. Climat et guerre culturelle. Revue Française d'Etudes Américaines, 2014, 140, 10.3917/rfea.140.0094 . hal-03186112

HAL Id: hal-03186112

<https://hal.science/hal-03186112>

Submitted on 30 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CLIMAT ET GUERRE CULTURELLE

Jean-Daniel Collomb

Belin | « *Revue française d'études américaines* »

2014/3 n° 140 | pages 94 à 106

ISSN 0397-7870

ISBN 9782701191409

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-francaise-d-etudes-americaines-2014-3-page-94.htm>

Pour citer cet article :

Jean-Daniel Collomb, « Climat et guerre culturelle », *Revue française d'études américaines* 2014/3 (n° 140), p. 94-106.
DOI 10.3917/rfea.140.0094

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Climat et guerre culturelle

JEAN-DANIEL COLLOMB
UNIVERSITÉ LYON 3

mots-clés/key-words

Climat, guerre culturelle, réchauffement climatique, changement climatique, climato-scepticisme, élite, polarisation, libertarianisme, capitalisme, étatsisme, idéologie, environnementalisme.

*

Climate, climate change, environmentalism, free market, statism, global warming, ideology, libertarianism, polarization, climate denial, elite.

The controversy concerning man-made climate change is often described as a culture war. This article sheds light on the elements of the debate which align it with the culture war framework as outlined by James D. Hunter. Yet, the goal of this article is to qualify the characterization of the climate change controversy as a culture war by emphasizing the discrepancy in attention and perception between the political class, on the one hand, and the general public, on the other. The only genuine climate war, it is suggested, is driven by this political class.

Ces dernières années, plusieurs observateurs de la vie politique américaine ont noté l'avènement d'un nouveau front dans les célèbres guerres culturelles. L'écrivaine et militante canadienne Naomi Klein (Klein 12) a par exemple utilisé ce concept dans un long article publié dans le magazine *The Nation* en 2011. Elle y déplore notamment que le changement climatique soit abordé avec la même intransigeance que les grands débats sociétaux qui animent le débat politique américain depuis plusieurs décennies¹. La question climatique semble être devenue si sensible que, pour la première fois depuis 1984, elle n'a pas été abordée une seule fois lors des trois débats de l'élection présidentielle de 2012 (Grunwald, 2012). Le lien établi par Naomi Klein entre climat et guerre culturelle mérite d'être interrogé. Après un rappel de la signification du concept de guerre culturelle, cet article a pour objectif de montrer en quoi la controverse autour du changement climatique s'apparente aux autres controverses, comme le droit à l'avortement et la légalisation du mariage des couples de même sexe, que l'on classe généralement dans la catégorie des guerres culturelles. Au fond, il convient de se demander si cette

manière d'aborder le traitement politique du climat aux États-Unis est réellement pertinente ou si elle relève davantage de l'habitude prise par la classe politique de projeter indûment ses querelles sur l'ensemble de la société américaine. Pareille démarche permettra de cerner le statut de ce débat dans le contexte politique contemporain mais aussi d'évaluer la pertinence et l'utilité de la notion de guerre culturelle comme outil d'analyse du débat politique aux États-Unis. L'objectif de cet article est donc double : il s'agira à la fois d'analyser la pertinence de l'usage du concept de guerre culturelle appliqué à la controverse climatique et, ce faisant, d'évaluer la valeur du concept de guerre culturelle en lui-même.

Qu'est-ce qu'une guerre culturelle ?

L'expression de guerre culturelle entre véritablement dans le lexique politique américain à l'occasion du discours prononcé par Pat Buchanan au congrès du Parti républicain à Houston, en 1992. Dans ce discours censé saluer l'investiture du président George H.W. Bush par ce parti, Pat Buchanan s'emploie à dépeindre une société américaine fortement polarisée, et minée par des désaccords profonds entre deux factions de l'opinion quant à la définition même de l'identité américaine. Buchanan fustige notamment les valeurs du candidat démocrate, Bill Clinton, lui reprochant de n'avoir aucune morale et de faire preuve d'un relativisme culturel et d'un laxisme dangereux pour la cohésion sociale du pays. Buchanan cite aussi bien les questions de l'avortement, des prières à l'école, des droits des homosexuels et de la place des femmes au sein de l'armée américaine que des lignes de fracture infranchissables entre son Amérique et celle de ses adversaires progressistes :

Friends, this election is about more than who gets what. It is about who we are. It is about what we believe and what we stand for as Americans. There is a religious war going on in this country. It is a cultural war, as critical to the kind of nation we shall be as the Cold War itself. For this war is for the soul of America.

(Buchanan)

Depuis lors, tout débat relatif à des questions sociétales comme le mariage homosexuel, le droit à l'avortement, ou plus récemment le financement public de la recherche sur les cellules souches, est régulièrement qualifié de guerre culturelle par la presse et les observateurs de la vie politique américaine.

James Davison Hunter, qui enseigne la sociologie à l'Université de Virginie, est le premier universitaire à s'emparer de manière approfondie et systématique de l'idée de guerre culturelle. En 1991, la publication de son ouvrage *Culture Wars: The Struggle to Define America* marque le point de départ d'un intense débat universitaire qui se poursuit aujourd'hui. Il insiste

sur la polarisation croissante entre les conservateurs et les progressistes qui scinde, selon lui, la société américaine :

The end to which these hostilities tend is the domination of one cultural and moral ethos over all others. [...] the principles and ideals that mark these competing systems of moral understanding are by no means trifling but always have a character of ultimacy to them. They are not merely attitudes that can change on a whim but basic commitments and beliefs that provide a source of identity, purpose, and togetherness for the people who live by them. It is for precisely this reason that political action rooted in these principles and ideals tends to be so passionate.

(Hunter 42)

Les guerres culturelles qui secouent l'opinion américaine seraient le fruit de l'apparition de deux systèmes de valeurs incompatibles au sein de la même société.

Hunter ajoute que les convictions religieuses de chacun jouent un rôle central dans les conflits culturels américains. Il faut noter cependant que les guerres culturelles ne peuvent se résumer à une confrontation entre athées et croyants. Elles mettent le plus souvent aux prises les « orthodoxes » et les « progressistes » au sein des mêmes églises et des mêmes courants religieux (43). Hunter relève d'autre part la véhémence des débats et les nombreuses insultes que les deux camps n'hésitent pas à échanger (147). Enfin, ces affrontements culturels se produisent dans des domaines aussi divers que l'école, l'université, la vie artistique, la presse et la science.

Une guerre culturelle comporte donc, selon Hunter, quatre caractéristiques majeures : (1) l'existence de deux systèmes de valeurs antithétiques et irréconciliables, (2) le lien consubstantiel entre ces systèmes et l'identité nationale américaine, (3) la portée fondamentale et quasi-ontologique des enjeux dans l'esprit des protagonistes, et (4) la véhémence rhétorique des débats.

Le climat, nouvel avatar des guerres culturelles

Bien que James D. Hunter mette l'accent sur la dimension religieuse des guerres culturelles, la notion qu'il a forgée ne s'applique pas uniquement à des questions relevant explicitement de la religion. La controverse climatique diffère des débats sociétaux autour de la liberté des individus et de la place de la religion dans l'espace public en ce qu'elle traite, non pas d'opinions divergentes ou de questions relevant uniquement de la morale, mais d'un phénomène physique désormais avéré et reconnu par les climatologues dans leur écrasante majorité². Il s'agit donc d'une controverse politique, et non scientifique, bien qu'elle porte sur un fait scientifiquement établi. Cependant, la controverse climatique peut tout de même être abordée à travers le prisme des guerres culturelles car elle comporte les quatre traits distinctifs énumérés par Hunter dans sa définition canonique des guerres culturelles.

Tout d'abord, à l'image des autres guerres culturelles, la controverse climatique marque des désaccords concernant la définition de l'identité nationale américaine : les parties prenantes cherchent à définir ce qui appartient de plein droit à l'américanité, et ce qui lui est étranger. Le climato-scepticisme américain n'est bien sûr pas seulement une querelle autour de l'identité nationale : il tire aussi une grande partie de sa vigueur de la volonté de puissants groupes privés cherchant à protéger leurs activités d'éventuelles régulations afférentes à la lutte contre le réchauffement. Jacques *et al.* ont ainsi démontré les liens financiers étroits entre de grandes entreprises américaines et les think tanks qui mènent un inlassable combat contre les régulations environnementales (Jacques 360). Pourtant, cet engagement motivé par des préoccupations purement financières ne saurait occulter les fondements idéologiques du climato-scepticisme américain. Ce sont en effet les libertariens et les conservateurs partisans du désengagement de l'État dans l'économie qui se montrent les plus actifs sur le front du climat.

Les arguments religieux contre le consensus scientifique sur le changement climatique existent (Wing, 2010 ; Cornwall Alliance) mais leur influence au sein du climato-scepticisme américain demeure minoritaire. Dans un ouvrage intitulé *The Battle*, publié en 2010, Arthur C. Brooks, le président de l'American Enterprise Institute, un think tank conservateur, étend le prisme des guerres culturelles au débat politique autour de l'activisme étatique et de la régulation de l'économie. Selon Arthur C. Brooks, le goût pour la libre entreprise est l'un des traits distinctifs de l'identité américaine et serait au cœur d'une sorte d'ADN culturel américain (Brooks xvii). Brooks affirme néanmoins que s'est creusé, au cours du xx^e siècle, et notamment depuis le New Deal de Franklin Roosevelt, un décalage inquiétant entre une élite intellectuelle, politique et médiatique majoritairement convertie à l'étatisme social-démocrate européen, et la majorité de la population demeurée fidèle aux vertus ancestrales de l'individualisme, de sorte que les guerres culturelles s'articulent aujourd'hui autour de la liberté individuelle et du rôle du l'État dans la société et dans l'économie :

America faces a new culture war.

This is not the culture war of the 1990s. This is not a fight over guns, abortions, religion, and gays. Nor is it about Republicans versus Democrats. Rather, it is a struggle between two competing visions of America's future. In one, America will continue to be a unique and exceptional nation organized around the principles of free enterprise. In the other, America will move toward European-style statism grounded in expanding bureaucracies, increasing income distribution, and government-controlled corporations. These competing visions are not reconcilable: we must choose.

(Brooks 1)

Pour Brooks, cet affrontement idéologique relève de la culture bien plus que de l'économie (92-93). S'il n'évoque pas le changement climatique dans

son essai, cette question est l'une des lignes de front de la guerre culturelle qu'il décrit. Elle apparaît par exemple chez un auteur comme Dick Arney qui défend une thèse identique à celle d'Arthur C. Brooks (Arney 95-96). De fait, la controverse politique sur le climat porte sur l'identité nationale américaine.

D'autre part, la métaphore guerrière est fréquemment utilisée par les observateurs et par les parties prenantes du débat. Dans un livre à succès publié en 2005, Chris Mooney évoque «la guerre des Républicains contre la science» et consacre un chapitre entier au mouvement climato-sceptique (Mooney 78-103). En 2010, le journaliste Eric Pooley intitule *The Climate Wars* l'ouvrage qu'il consacre aux débats portant sur la question du climat au Congrès américain. Le climatologue Michael E. Mann, qui est l'objet de nombreuses attaques et intimidations pour son rôle dans la création du graphique en forme de crosse de hockey démontrant l'augmentation anormale des températures à la fin du xx^e siècle, file également la métaphore guerrière avec la publication en 2012 d'un livre intitulé *The Hockey Stick and the Climate Wars: Dispatches from the Front Lines*.

Ensuite, comme d'autres guerres culturelles, la controverse climatique touche l'école, et notamment l'élaboration des manuels scolaires. Ainsi, en avril 2012, les membres de la législature d'État du Tennessee ont voté une loi permettant aux professeurs enseignant dans les écoles publiques de leur État de remettre en question le consensus scientifique sur le changement climatique sans craindre d'être inquiétés par la direction de leur établissement (Clynes 42). À l'échelle du pays, le Heartland Institute s'est montré très actif afin de promouvoir l'enseignement de points de vue contraires au consensus scientifique sur le changement climatique.

L'incivilité du débat est sans nul doute l'une des caractéristiques de la controverse climatique qui la rapproche le plus du champ des guerres culturelles. Les insultes, les intimidations, les menaces, les attaques *ad hominem* se multiplient depuis plus d'une décennie. L'allusion implicite aux négationnistes de la shoah contenue dans le terme *denier* utilisé en anglais pour désigner les climato-sceptiques donne une idée de l'âpreté du débat. Dans une diatribe publiée dans *Mother Jones* en 2011, Al Gore qualifie les climato-sceptiques de «marchands de poison» et d'«idéologues extrémistes». James Hansen, qui dirige le Goddard Institute for Space Studies de la NASA et qui est l'un des scientifiques les plus impliqués dans la lutte pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, a déclaré que les principales figures du climato-scepticisme sont coupables de crimes contre l'humanité et contre la nature et devraient être poursuivis en conséquence (Hickman, 2012).

La véhémence des climato-sceptiques n'a rien à envier à la rhétorique de leurs adversaires. En 2007, plusieurs experts du Competitive Enterprise Institute signent une tribune dans le périodique conservateur *Human Events* afin de prendre la défense du président George W. Bush. Les auteurs accusent

l'Union of Concerned Scientists, qui a reproché en 2004 au gouvernement Bush de se comporter de manière irresponsable au regard des enjeux climatiques, d'être «un groupe de pression d'extrême gauche» financé par des stars d'Hollywood (Ebell 20). Par ailleurs, les violences verbales et les accusations diffamatoires à l'encontre de climatologues défendant la thèse du GIEC sont bien documentées (Interview 1-7; Mann, 2012; Clynes, 2012). D'après Spencer Weart, à l'exception de la bataille autour des théories de Charles Darwin, aucune controverse scientifique n'a atteint un tel degré d'animosité et d'agressivité dans l'histoire des États-Unis (Weart 48).

La démesure des enjeux a conduit les deux camps à adopter deux visions totalement irréconciliables selon lesquelles l'Autre politique est désigné comme l'incarnation du mal. C'est que, dans l'esprit d'environnementalistes comme Bill McKibben, il en va de la survie de la civilisation (McKibben 2005). Le philosophe J. Baird Callicott a récemment souligné la nécessité de l'avènement d'une éthique de la terre (*earth ethic*)³ afin de lutter contre le changement climatique. Selon lui, ses contemporains doivent comprendre que, faute d'un changement culturel profond, la civilisation humaine ne survivra pas aux répercussions du réchauffement climatique («Spatial Scales» 12). D'évidence, l'ampleur des enjeux n'incite pas les acteurs à la modération.

Pour les climato-sceptiques, c'est la survie du capitalisme et de la société de consommation qui est en jeu. D'après le lobbyiste Steve Milloy, les environnementalistes entendent à la fois détruire l'*American way of life* et anéantir la liberté individuelle: «Make no mistake: living green is really about someone else micro-regulating you—downsizing your dreams and plugging each one of us into a brand new social order for which we never bargained» (Milloy 3). La thèse d'un complot socialo-environnementaliste est reprise à l'envi dans les talk shows conservateurs de Glenn Beck et de Rush Limbaugh, et, de manière moins outrancière et plus implicite, dans les nombreuses publications que les think tanks conservateurs et libertariens⁴ consacrent à la question du changement climatique (Isaac 41). Là encore, il paraît difficile d'imaginer la possibilité d'un compromis et d'une réconciliation entre les partisans de Bill McKibben et leurs adversaires conservateurs.

Au-delà du débat scientifique (qui, en réalité, est déjà réglé depuis plusieurs années), c'est bel et bien la question du rôle de l'État qui est au cœur de cet affrontement idéologique. De fait, pour de nombreux libertariens et autres zéloteurs du marché libre, nier les origines anthropiques du changement climatique, ou au moins en minimiser les implications, est une question de survie idéologique (Oreskes et Conway 238). En effet, les mesures nécessaires pour faire face à l'urgence climatique vont à rebours du projet libertarien. À en croire J. Baird Callicott par exemple, une politique climatique responsable et efficace nécessiterait une affirmation non seulement du rôle prépondérant de l'État mais aussi d'instances supranationales:

It will not suffice therefore simply to encourage people individually and voluntarily to build green and drive hybrid. But what's worse is the implication that that's all we can do about it, that the ultimate responsibility for dampening the adverse effects of global climate change devolves to each of us as individuals. On the contrary, the only hope we have to temper global climate change is a collective sociocultural response in the form of policy, regulation, treaty, and law.

(Callicott 2009, 191)

Bien que de nombreux acteurs du secteur privé aient pris conscience de la nouvelle donne climatique⁵, cette question est régulièrement décrite par les climato-sceptiques comme un prétexte à l'instauration par des moyens déguisés d'un système socialiste hostile à la liberté d'entreprise. C'est la thèse qu'a défendue l'éditorialiste conservateur Charles Krauthammer dans le *Washington Post* en 2008. Selon Krauthammer, qui prend le soin de se présenter comme un agnostique sur la question du climat, la lutte contre le réchauffement de la planète a offert une occasion inespérée aux socialistes, orphelins de l'Union Soviétique après la fin de la guerre froide, de créer un levier nouveau pour promouvoir leurs thèses étatistes : « Just as the ash heap of history beckoned, the intellectual left was handed the ultimate salvation: environmentalism. Now the experts will regulate your life not in the name of the proletariat or Fabian socialism but—even better—in the name of Earth itself » (Krauthammer). L'écrivain Michael Crichton a avancé une thèse similaire dans un roman intitulé *State of Fear* qui met en scène une conspiration socialiste mondiale prenant le changement climatique pour prétexte. Steve Milloy a résumé de manière lapidaire cette interprétation de la controverse climatique : « [...] green is the new red » (Milloy 234).

Toutes les caractéristiques énumérées dans la définition canonique donnée par James D. Hunter en 1991 sont réunies. Néanmoins, tous les exemples cités jusqu'ici ne touchent que la vie politique et les élites intellectuelles du pays. Or, si la thèse de James D. Hunter est pertinente pour rendre compte du monde des élites politiques et intellectuelles, appliquée à la société américaine dans son ensemble, elle paraît beaucoup moins convaincante. Aussi séduisante soit-elle, la thèse de la controverse climatique comme guerre culturelle doit donc être nuancée.

Classe politique contre opinion publique

L'opinion publique ne semble pas montrer les mêmes signes de polarisation, et surtout le même intérêt pour la question climatique, que la classe politique. Face à une question telle que le changement climatique, comme lors d'autres débats, certains acteurs ont tendance à projeter leurs convictions et leurs querelles idéologiques sur le reste de la population. Ainsi, dans son plaidoyer pour le Tea Party, Dick Armey, alors à la tête du groupe de

pression FreedomWorks et climato-sceptique assumé, prétend parler au nom du peuple américain dans son immense majorité : « [...] I believe Americans are genetically opposed to big government » (Armey 5). Arthur C. Brooks ne dit pas autre chose (Brooks 12). Or diverses études universitaires consacrées aux attitudes de l'opinion américaine à l'égard de l'État offrent un tableau beaucoup plus nuancé. Christopher Ellis et James A. Stimson ont relevé un paradoxe en vertu duquel le peuple américain serait symboliquement conservateur mais progressiste en pratique (Ellis et Stimson 72). Autrement dit, la majorité est favorable à la réduction de la taille de l'État de manière générale mais s'y oppose presque systématiquement à chaque fois qu'une réduction spécifique est proposée (30). Dans une autre étude, James A. Stimson cite en exemple la protection de l'environnement, qui recueille un soutien massif même lorsqu'elle implique un coût économique (Stimson 45). Même si l'on peut craindre que ces opinions ne soient en réalité que des vœux pieux, on est loin du tableau brossé par Dick Armey et Arthur C. Brooks d'un peuple viscéralement libertarien guidé par des élites étatistes.

De fait, depuis la publication de l'ouvrage de James D. Hunter, plusieurs universitaires ont remis en cause la thèse des guerres culturelles. Irene Taviss Thomson a compulsé d'innombrables enquêtes d'opinion et en a conclu au goût de la modération du public américain, arguant du fait que la majorité rejette le plus souvent les positions idéologiquement tranchées (Thomson 167). De même, Morris P. Fiorina affirme que la thèse de James D. Hunter ne s'applique réellement qu'à la classe politique, qu'il définit comme suit : « the collection of officeholders, party and issue activists, interest group leaders, and political infotainers » (Fiorina 16). Selon Fiorina, la thèse des guerres culturelles ne permet que de soumettre l'ensemble de la société américaine au prisme déformant de la classe politique :

The simple truth is that there is no culture war in the United States—no battle for the soul of America rages, at least that most Americans are aware of. [...] Many of the activists in the political parties and the various groups do, in fact, hate each other and regard themselves as combatants in a war. But their hatreds and battles are not shared by the great mass of the American people—certainly nowhere near to 80-90% of the country—who are for the most part moderate in their views and tolerant in their manner.

(Fiorina 8)

Les enquêtes d'opinion consacrées à la question du réchauffement climatique confirment le point de vue de Morris P. Fiorina. Le Pew Research Center réalise des enquêtes régulières afin de connaître l'opinion du peuple américain sur cette question. Or, en février 2013, seulement 26 % des personnes sondées se déclaraient hostiles à une limitation des émissions de gaz carboniques par les centrales électriques. De même, 69 % des sondés admettaient que le changement climatique était en cours. Le climato-scepticisme séduit donc une minorité significative de l'opinion américaine mais il est

très loin d'être majoritaire et ne domine même pas l'ensemble de la droite américaine (seulement 33 % des Républicains affirment que le réchauffement climatique ne pose aucun problème)⁶. D'autre part, le Pew Research Center mène depuis de nombreuses années une étude permettant d'identifier les priorités politiques de la population américaine. Si, sans surprise, la croissance économique et l'emploi dominent ce classement, la lutte contre le changement climatique figure au dernier rang des 22 propositions. Aussi, en janvier 2012, seulement 25% des sondés considéraient que le changement climatique devait être considéré comme une priorité par le gouvernement⁷.

Dès lors, il devient difficile d'appliquer la notion de guerre culturelle et l'idée d'une polarisation grandissante de l'opinion à un sujet qui n'intéresse que modérément la majorité de la population et qu'elle semble peu connaître. Pourtant, Sandra T. Marquart-Pyatt *et al.*, après une étude approfondie de l'état de l'opinion sur la question du climat, continuent de voir dans la controverse climatique le signe d'une société divisée en deux camps idéologiquement irréconciliables. Certes, les auteurs de cette étude démontrent de manière convaincante que le climato-scepticisme est plus fort aux États-Unis que dans les autres pays développés (Marquart-Pyatt 38-39). Et pourtant, après avoir noté que les Américains ne semblaient avoir ni le temps ni l'envie de s'intéresser aux enjeux du changement climatique et d'en comprendre les origines (40), ils concluent leur article par l'évocation d'«une polarisation des points de vue» sur cette question, diagnostic qui n'est pas sans rappeler la thèse de James D. Hunter (41). Selon Morris P. Fiorina, ce sont plutôt les médias et la classe politique qui se nourrissent de la polarisation idéologique et l'alimentent (Fiorina 22), de telle sorte que les points de vue extrêmes et minoritaires sont surreprésentés dans le débat médiatique, aux dépens d'une majorité plutôt centriste et pragmatique, et faiblement idéologisée. Aaron M. McCright et Riley E. Dunlap semblent corroborer cette analyse lorsqu'ils évoquent la propension des journalistes américains, quand ils abordent le changement climatique, à solliciter l'avis des figures les plus extrêmes, notamment chez les climato-sceptiques (McCright et Dunlap 366).

Conclusion

Il ne s'agit évidemment pas de nier les désaccords bien réels qui existent au sein de l'opinion (les sondeurs du Pew Research Center ont démontré que les sympathisants républicains avaient plus de chance d'être convaincus par les thèses climato-sceptiques que leurs homologues démocrates)⁸. Il paraît néanmoins injustifié d'évoquer l'existence d'une guerre culturelle globale à propos d'une polémique qui anime réellement un nombre restreint d'Américains, aussi influents soient-ils. Au fond, cette manière de décrire la controverse est pertinente uniquement si sa portée n'est pas surestimée. Elle

permet de trouver une nouvelle illustration de la polarisation croissante de la vie politique américaine et des blocages considérables qu'elle engendre (d'où le retard américain en matière d'action climatique) et d'éclairer l'écart significatif entre la teneur et la tonalité du débat politique national, et les préoccupations de la majorité des Américains.

JEAN-DANIEL COLLOMB est maître de conférences en civilisation américaine à l'université Jean Moulin Lyon 3 et membre de l'Institut d'Études Transtextuelles et Transculturelles (IETT). Il consacre ses recherches à l'histoire de la radicalité environnementale aux États-Unis ainsi qu'aux conflits entre la Droite américaine et le mouvement environnementaliste.

OUVRAGES CITÉS

ARMEY, Dick et Matt **KIBBE**. *Give Us Liberty: A Tea Party Manifesto*. New York : Harper Collins, 2010.

BROOKS, Arthur C. *The Battle: How the Fight between Free Enterprise and Big Government Will Shape America's Future*. New York : Basic Books, [2010], 2011.

BUCHANAN, Patrick J. « Address to the Republican National Convention », 17 août 1992, <http://www.americanrhetoric.com/speeches/patrickbuchanan1992rnc.htm> 5 juin 2013.

CALLICOTT, J. Baird. « From the Land Ethic to the Earth Ethic : Aldo Leopold and the Gaia Hypothesis ». *Gaia in Turmoil: Climate Change, Biodepletion, and Earth Ethics in an Age of Crisis*. Eileen Crist *et al.*, eds. Cambridge : The MIT Press, 2009. 177-93.

—. « The Temporal and Spatial Scales of Global Climate Change and the Limits of Individualistic

and Rationalistic Ethics ». *Philosophy and the Environment: Royal Institute of Philosophy Supplement* 69 (2011) : 101-16.

CLYNES, Tom. « The Battle ». *Popular Science*, 12 juillet 2012.

CORNWALL ALLIANCE. « An Evangelical Declaration on Global Warming », (sans date) <http://www.cornwallalliance.org/articles/read/an-evangelical-declaration-on-global-warming/> 5 juin 2013.

CRICHTON, Michael. *State of Fear*. New York : Harper Collins, 2009 [2004].

EBELL, Myron, Iain **MURRAY** et Ivan **OSORIO**. « Liberal "Scientists" Lead Jihad against Global Warming Skeptics ». *Human Events*, 7 mai 2007.

ELLIS, Christopher et James A. **STIMSON**. *Ideology in America*. Cambridge : Cambridge UP, 2012.

FIORINA, Morris P. *Culture War ? The Myth of a Polarized America*. Boston : Longman, 2011 [2005].

FISCHER, Dana R., Joseph **WAGGLE** et Philip **LEIFELD**. « Where Does Political Polarization Come from ? Locating Polarization Within the US Climate Change Debate ». *American Behavioral Scientist* 57:1 (2012) : 70-92.

GERSON, Michael. « Climate Change and the Culture War ». *The Washington Post*, 17 janvier 2012, http://www.washingtonpost.com/opinions/climate-and-the-culture-war/2012/01/16/gIQA6qH63P_story.html 5 juin 2013.

GORE, Al. « Climate of Denial ». *Rolling Stone*, 22 juin 2011, <http://www.rollingstone.com/politics/news/climate-of-denial-20110622> 5 juin 2013.

GRUNWALD, Michael. « Sandy Ends the Silence ». *Time*, 7 novembre 2012, <http://business.time.com/2012/11/07/hurricane-sandy-and-climate-change/> 5 juin 2013.

HICKMAN, Leo. « Climate Scientists Back Call for Sceptic to Reveal Backers ». *The Guardian*, 23 janvier 2012, <http://www.guardian.co.uk/environment/2012/jan/23/climate-sceptic-lawson-thinktank-funding> 5 juin 2013.

HUNTER, James Davison. *Culture Wars : The Struggle to Define America*. New York : Basic Books, 1991.

INTERVIEW. « Michael Mann : A Scientist in the Cross-Hairs of Climate-Change Denial ». *Bulletin of the Atomic Scientists* 66:6 (2010) : 1-7.

IPCC. « Summary for Policymakers ». *Climate Change 2013: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. T.F. Stocker *et al.*, eds. Cambridge et New York : Cambridge UP, 2013.

ISAAC, Rael Jean. *Roosters of the Apocalypse*. Chicago : The Heartland Institute, 2012.

JACQUES, Peter J., Riley E. **DUNLAP** et Mark **FREEMAN**. « The Organization of Denial : Conservative Think Tanks and Environmental Scepticism ». *Environmental Politics* 17:3 (2008) : 349-385.

KLEIN, Naomi. « Capitalism vs. The Climate ». *The Nation*, 28 novembre 2011.

KRAUTHAMMER, Charles. « Carbon Chastity », *The Washington Post*, 30 mai 2008, http://articles.washingtonpost.com/2008-05-30/opinions/36813249_1_socialism-carbon-chastity-co2into 5 juin 2013.

MANN, Michael E. *The Hockey Stick and the Climate Wars : Dispatches from the Front Lines*. New York : Columbia UP, 2012.

MARQUART-PYATT, Sandra T., Rachael L. **SHWOM**, Thomas **DIETZ**, Riley E. **DUNLAP**, Stan E.

KAPLOWITZ, Aaron M. **McCRIGHT** et Sammy **ZAHARAN**. « Understanding Public Opinion on Climate Change : A Call for Research ». *Environment* 53:4 (2011) : 38-42.

McCRIGHT, Aaron M. et Riley E. **DUNLAP**. « Defeating Kyoto : The Conservative Movement's Impact on US Climate Change Policy ». *Social Problems* 50:3 (2003) : 348-373.

McKIBBEN, Bill. « Climate of Denial ». *Mother Jones*, mai/juin 2005.

MILLOY, Steve. *Green Hell : How Environmentalists Plan to Control your Life and What You Can Do to Stop Them*. Washington, DC : Regnery Publishing Inc., 2009.

MOONEY, Chris. *The Republican War on Science*. New York : Basic Books, 2006 [2005].

ORESQUES, Naomi et Erik M. **CONWAY**. *Merchants of Doubt : How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*. London : Bloomsbury, 2012 [2010].

POOLEY, Eric. *The Climate Wars : True Believers, Power Brokers, and the Fight to Save the Earth*. New York : Hyperion, 2010.

STIMSON, James A. *Tides of Consent : How Public Opinion Shapes American Politics*. Cambridge : Cambridge UP, 2004.

THOMSON, Irene Taviss. *Culture Wars and Enduring American Dilemmas*. Ann Arbor : The U of Michigan P, 2012 [2010].

WEART, Spencer. « Global Warming : How Skepticism Became Denial », *Bulletin of the Atomic Scientists* 67:1 (2011) : 41-50.

WING, Nick. « John Shimkus, GOP Rep. Who Denies Climate Change on Religious Grounds, Could Lead House Environmental Policy ». *The Huffington Post*, 13 novembre 2010, http://www.huffingtonpost.com/2010/11/13/john-shimkus-climate-change_n_782664.html 5 juin 2013.

NOTES

1. Naomi Klein est loin d'être la seule à avoir décrit la controverse climatique de cette manière. Dans un article écrit pour le *Washington Post* en janvier 2012, Michael Gerson, ancienne plume du président George W. Bush, prétend en effet que la controverse autour du réchauffement climatique est devenue une véritable guerre culturelle mettant aux prises deux factions totalement irréconciliables et opposées à tout compromis. Le philosophe et environnementaliste J. Baird Callicott a livré une analyse similaire (Callicott 2011, 15).

2. Malgré les efforts considérables déployés par les climato-sceptiques, il n'est plus possible de nier qu'un fort consensus en faveur de la thèse du réchauffement climatique d'origine humaine est désormais établi pour l'immense majorité des climatologues du monde entier. Pour un aperçu de ce consensus, on se référera utilement au rapport d'évaluation publié par le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

3. Il convient de ne pas confondre la *land ethic* forgée par Aldo Leopold au milieu du xx^e siècle et défendue par J. Baird Callicott dans nombre de ses écrits, et l'*earth ethic* que Callicott a récemment élaborée afin de fournir à ses contemporains un outil philosophique face à l'urgence climatique.

4. Il existe bel et bien des différences entre les conservateurs et les libertariens. Cependant, ils font cause commune pour défendre et promouvoir les principes du marché libre et de la dérégulation de l'économie. Ils sont à l'unisson sur la question du climat.

5. Voir par exemple la United States Climate Action Partnership, qui rassemble des environnementalistes et des groupes privés militant pour la prise en compte du réchauffement climatique par les responsables politiques, <http://www.us-cap.org/> [2013/06/05].

6. «Climate Change: Key Data Points from Pew Research Center», 2 avril 2013, <http://www.pewresearch.org/2013/04/02/climate-change-key-data-points-from-pew-research/> 5 juin 2013.

7. «Public Priorities : Deficit Rising, Terrorism Slipping», 23 janvier 2012, <http://www.people-press.org/2012/01/23/public-priorities-deficit-rising-terrorism-slipping/> [2013/06/05].

8. En janvier 2012, 38% des Démocrates jugeaient que la lutte contre le réchauffement climatique était une priorité politique, contre seulement 11% des Républicains, <http://www.people-press.org/2012/01/23/public-priorities-deficit-rising-terrorism-slipping/> 5 juin 2013.